

Direction de l'OMP – délégation SPG

Séance du 13 mai 2011, 15h00-16h30 à l'OMP

Présents SPG : L. Vité, D. Kunzli Leclerc, A.-L. Fernandez, L. Lavarini M.-L. Danalet,
C. Desnoyers

Présents OMP : M. Dandelot, C. Vincent Gatti, (J.C. Garcia et S. Eliez excusés)

1. Situation des postes pour l'année prochaine
2. Formation continue
3. Cahier des charges du/de la responsable pédagogique d'une structure de l'enseignement spécialisé
4. Retour sur les tests des élèves de 10 ans
5. Retour sur la rencontre DGEP/OMP avec les enseignant-e-s des regroupements spécialisés
6. Evolution prévisible du livret scolaire de l'ES
7. Master en enseignement spécialisé (point ajouté)

Maurice Dandelot ouvre la séance en signalant les difficultés d'organisation de la rentrée 2011-2012 au vu de la grande quantité de signalements, justifiés, par l'ordinaire.

Il demande à modifier l'ordre du jour. Les points 3 et 6 sont à traiter en priorité, car il doit quitter la séance avant son terme.

Laurent Vité exprime son mécontentement et déplore l'absence de réponse à ses envois :

- La lettre concernant les postulations, les permutations du spécialisé en ordinaire.
- La résolution de l'AD

La direction de l'OMP nous informe qu'une réponse de Mme Marchesini et M. Eliez va être envoyée prochainement à la SPG concernant les permutations. Des éléments de réponse à la résolution seront présentés à la prochaine rencontre entre M. Beer, l'OMP et la SPG.

Formation continue:

La SPG ne remet pas en question l'intérêt et les contenus des formations proposées cette année, mais s'interroge sur la fréquence élevée des séminaires du jeudi (équivalant parfois à 15 séances), des séminaires qui s'ajoutent aux formations obligatoires du mercredi et aux formations suivies dans les différents lieux. Ces séminaires participent au sentiment de surcharge de travail que les enseignant-e-s ressentent et alourdissent une charge de travail de plus en plus pesante.

La direction de l'OMP se demande si les enseignant-e-s sont en mesure de démontrer leur surcharge de travail quand on considère que le temps de travail annuel d'un fonctionnaire est de 1800 heures. La direction rappelle qu'une formation continue ou un recyclage n'est pas forcément pris sur le temps d'enseignement. Elle précise qu'elle a reçu un retour positif des animateur-trice-s des séminaires du jeudi et indique que la participation était régulière.

La SPG demande si les animateurs/trices ont bénéficié de décharges pour préparer les séminaires. La direction répond que, dans les CMP, l'emploi du temps des collaborateurs/trices est organisé avec une grande liberté et souplesse. Le temps de préparation a été donc négocié avec les collègues.

La SPG rétorque que ce n'est pas si simple car la liberté d'organisation est directement dépendante des ressources générales. La SPG relève également que l'horaire des séminaires, le nombre de séances, les lieux choisis limitent de facto les choix pour des questions organisationnelles évidentes, et cela particulièrement pour les enseignant-e-s des regroupements.

La direction répond que les horaires sont négociés dans les groupes et qu'il n'est pas possible de dépasser ces questions concrètes.

La SPG conteste l'aspect obligatoire des formations du mercredi ; selon un accord signé entre le DIP et les associations représentatives du personnel en 2010, les enseignant-e-s choisissent leur formation continue ; il s'agit donc de recyclages et non pas de formation continue. La SPG constate que la prochaine formation du 8 juin 2011 est planifiée durant une période particulièrement chargée administrativement, problème déjà relevé lors de la dernière rencontre avec la direction.

La direction propose de revoir la terminologie non adéquate (formation obligatoire) et s'engage à ne pas proposer une formation au mois de juin l'année prochaine mais maintient la prochaine séance du 8 juin sans modifier la formulation de formation obligatoire. Afin d'améliorer le contexte organisationnel, la direction souhaite proposer une offre attrayante sans ressource de financement spécifique. Elle va produire une plaquette qui répertorie toutes les conditions pour la spécialisation : conférences et formations. L'OMP délivrera dès lors une attestation de participation aux animateurs/trices et aux participant-e-s et constatera les absences.

Retour sur la séance de la DGEP/OMP avec les enseignant-e-s des regroupements spécialisés

La SPG relève le flou de cette séance et le manque de respect d'une DGEP tournant littéralement le dos aux enseignant-e-s spécialisé-e-s. Le personnel s'attendait à ce que la DGEP et la direction de l'OMP clarifient enfin les rôles des un-e-s et des autres et qu'elles délimitent les différents champs d'intervention. La SPG souligne que les collaborateurs/collaboratrices semblent être pris-es dans une « lutte de pouvoir » entre DGEP et direction OMP et que la séparation des deux directions est en contradiction avec une logique d'intégration. Une intégration d'autant plus ardue que les effectifs des classes ordinaires continuent d'augmenter.

La direction répond que cette séance devait traiter des problèmes de gestion à résoudre et que les ex-inspecteurs/trices (DSSI) ont l'autorité totale pour ce qui concerne les intégrations. La SPG réaffirme que la convocation pour cette séance n'était pas claire et n'a, par conséquent, pas pu être préparée de manière à relever les difficultés et à ajuster les éléments d'une meilleure collaboration. Elle s'indigne aussi de l'annonce faite par la DGEP que les enseignant-e-s spécialisé-e-s désirant permuter doivent attester de leurs compétences face à une classe ordinaire. La direction réaffirme que les permutations sont devenues des postulations, qu'elle nomme ironiquement « transferts ».

La direction propose d'organiser une table ronde réunissant OMP/DGEP/SPG pour avoir de vraies discussions de fond.

Evolution prévisible du livret scolaire de l'ES

La direction informe que dans le cadre d'Harmos, le support du livret scolaire sera sous forme informatique, avec des champs libres. Une place est prévue dans le système pour les différents livrets scolaires de l'enseignement spécialisé. Mais pour le moment, il a été décidé que les livrets scolaires actuels soient conservés. Ils seront uniquement actualisés pour respecter la terminologie du PER.

Cahier des charges du/de la responsable pédagogique d'une structure de l'ES

La direction explique que la rédaction de ce cahier des charges a été initié en 2008 en parallèle avec celui des responsables thérapeutiques, dans la logique d'une mission complémentaire et de base, d'une responsabilité supplémentaire, sans changement de fonction, de classe pour les personnes qui en ont la charge et en conservant l'indemnité. Une version provisoire des deux documents a été remise à la commission du personnel (comme support à la prochaine rencontre du 20 juin), au président SPG et, groupe par groupe, aux responsables des CMP.

Aucune discussion n'est prévue avec la SPG, car formellement il doit être approuvé par la commission du statut B5 10 04. La direction propose d'en faire une relecture commune si la SPG le souhaite ; elle précise qu'il s'agit d'un cahier des charges macro au vu de la complexité des différentes structures et signale que l'organisation des stages est en lien avec le cahier des charges.

Situation des postes pour l'année prochaine

La SPG demande que la liste des postes vacants pour l'OMP figure sur ETIDEP et s'inquiète du déficit de postes pour la rentrée 2011-2012, forte du constat qu'au cours des années précédentes l'augmentation des élèves et des postes n'ont pas été proportionnelles ; selon les chiffres, il manque 20 postes (36% d'élèves en plus contre 30% de postes supplémentaires).

La direction informe qu'une postulation double a été demandée aux LME : à l'OMP et à l'ordinaire. L'OMP a reçu une centaine de postulations, dont seulement une dizaine de LME, entre 10 et 15 LMRI et d'autres titres, dont des psychologues, 10 demandes de transferts spécialisé à ordinaire, 4 demandes de transferts ordinaire à spécialisé. En ce qui concerne les éducateurs/trices, l'OMP a reçu 200 dossiers. En résumé, peu de mouvements, peu d'engagements. Les entretiens seront menés en priorité avec des LME et une bonne partie des LMRI, en priorité les personnes connues qui travaillent déjà en tant que remplaçant-e-s par exemple.

Master en enseignement spécialisé

La direction informe que le master en enseignement spécialisé, qui va débiter à la rentrée prochaine, durera deux ans (pas forcément à plein temps) et comprendra deux stages par année : la 1^{re} année, un stage en contexte inclusif, un autre en CMP, la 2^e année, un stage en regroupement spécialisé et un autre en CMP.

Dans le cadre de l'université, un poste à temps partiel sera ouvert pour l'organisation et l'accompagnement des stagiaires.

Deux séances d'information seront organisées : une pour les responsables de CMP et une pour les enseignant-e-s, à l'université le 14 juin.

Notes prises par Dominique Kunzli Leclerc

Prochaine rencontre OMP-SPG
vendredi 17 juin 2011